

23 mai 2018

Paraît tous les deux mercredis

La Vigie



Sommaire

p. 1 : *Trump, l'Iran et l'impuissance européenne* - p. 4 : *L'impossible régulation* - p.6 : *Lorgnette : Populisme irakien*

Trump, l'Iran, et l'impuissance européenne



Donald Trump tient ses promesses électorales. Il a ainsi dénoncé l'accord sur le nucléaire iranien signé en 2015 avec le Plan d'action global commun, PAGC, voir [LV 21-22](#). On aurait pu penser que la décision n'affecterait que le Moyen-Orient ou éventuellement la question nucléaire (cf. article suivant). Les conséquences semblent en fait bien plus larges car elles touchent aussi à l'action des États-Unis dans le monde et révèlent l'impuissance européenne, mettant un terme définitif aux fantasmes de « l'Europe de la puissance ».

Un accord mal appliqué

Rappelons tout d'abord que la dynamique des sanctions a toujours été pervertie : depuis 1979 et les premières sanctions, les Américains n'avaient que très peu d'échanges avec l'Iran. Les Européens en

avaient plus. En suivant la coercition américaine, ils se sont bien plus contraints économiquement que leurs voisins d'outre-Atlantique (on peut en dire autant à propos des sanctions contre la Russie). Le prix à payer le fut donc d'abord par les Européens qui l'acceptèrent pour valider une certaine idée de la « communauté internationale », mais aussi par négligence envers l'Iran. Choisir la vertu plutôt que ses intérêts, c'était à leur honneur.

Cette vertu contrasta avec la duplicité américaine. En effet, l'accord de 2015 prévoyait l'arrêt de l'enrichissement nucléaire par l'Iran contre la levée des sanctions. Sauf que les Américains n'ont jamais levé lesdites sanctions ([voir ici](#)). Et surtout, les banques n'ont pas accompagné les investisseurs, gardant en mémoire

l'amende record infligée en 2015 à BNP pour avoir négligé l'embargo. Ainsi, alors que les Iraniens espéraient une vive reprise de leurs échanges internationaux, celui-ci n'a cru que modérément (avec la France, de 0,5 G€ à 1,5 G€ seulement).

La décision de M. Trump n'est donc pas vraiment une surprise. Elle s'inscrit dans la remise en cause assumée « des règles du jeu » selon la technique de négociation qu'il pratique depuis des décennies.

Il s'agit pour lui d'une part de répondre aux attentes de son électorat, d'autre part de confirmer et de durcir ses alliances dans la région avec Israël et l'Arabie Saoudite, quels que soient les présumés névrotiques des postures géopolitiques de ces deux pays (ou à cause d'eux car au fond, il semble les partager).

La Vigie est une lettre disponible sur www.lettrevigie.com. Si vous appréciez son contenu, n'hésitez pas à la soutenir en vous abonnant !

L'Iran, une menace ?

Rappelons les conditions préalables de la négociation qui conduisit au PAGC : on ne discuta alors que de la question de l'enrichissement, mettant de côté tous les autres sujets contentieux (missiles, système régional, droits de l'homme). **Dès le départ, l'accord était limité à une question précise, c'était la condition pour y parvenir.** Reprocher aujourd'hui la question des missiles ou de la place de l'Iran dans la région constitue donc une parfaite remise en cause des termes de l'accord.

Il reste que pour les trois alliés (États-Unis, Israël, Arabie), l'Iran constitue une menace irrémédiable. L'Arabie y voit le grand rival, surtout culturel et religieux ; Israël l'a construit et qualifié comme ennemi majeur lui permettant d'exister « contre » l'autre, surtout depuis qu'il pense avoir réglé la question palestinienne. Tous trois s'accordent à dénoncer l'emprise croissante de l'Iran sur la région, oubliant qu'ils ont favorisé cette mise en place.

Dénoncer la place du Hezbollah au Liban, qu'ont confirmée les récentes élections ([LV 94](#)), c'est oublier les ingérences incessantes tant des Israéliens que des Séoudiens dans le pays, avec le résultat que l'on connaît. Se

plaindre de l'influence iranienne en Irak, c'est oublier le rôle délétère de Washington dans ce pays depuis 2003 qui le donna aux Chiites et favorisa de facto Téhéran. Enfin, comment oublier l'ambiguïté des soutiens apportés par des Saoudiens et des Américains à des factions extrémistes en Syrie qui s'avèrent aussi toxiques que l'EI ? **Autrement dit, si l'Iran a su habilement tirer parti des événements, il a surtout affiché une belle constance stratégique.** Rappelons cependant que ce pays qui compte 80 Mh est épuisé par 4 décennies de guerre et d'embargo et que sa puissance militaire ne supporte pas la comparaison avec l'accumulation séoudienne d'armements ou la puissance israélienne, qui plus est assortie de l'arme nucléaire, ce qui ne semble plus émouvoir personne. Et voir Israël accuser l'Iran de prolifération nucléaire ou balistique ne manque pas de sel : **l'Iran n'est pas une menace militaire dans la région.**

La conjuration des trois boute-feux aggrave bien évidemment la situation régionale déjà tourmentée. L'option du *changement de régime*, activement poursuivie, ne devrait pas aboutir car si M. Rohani peut perdre les prochaines élections, le régime est solide et

bénéficie d'une vraie légitimité électorale ([LV 68](#)), quoiqu'on en pense. Pour le reste, la Russie, la Chine et la Turquie tireront les marrons du feu. **D. Trump a renforcé le front du refus à sa politique. Il a en même temps agressé durement les Européens.**

L'agression américaine contre l'Europe

Il faut dire les choses clairement : en sabordant le PAGC, M. Trump assassine le multilatéralisme qui l'accompagnait. Ce faisant, il attaque ce qui fondait jusqu'aujourd'hui la cohésion européenne, bâtie autour de *la puissance de la norme*. **La norme ? C'est précisément par la guerre du droit (l'extraterritorialité des sanctions) que Washington met en cause cette puissance.** Elle correspond bien d'ailleurs à la lecture géoéconomique du monde contemporain que fait le président américain, qui secoue, nous l'avons expliqué ici ([LV 70](#)), le libre-échange concerté tel qu'il existe aujourd'hui. Pour D. Trump, il ne bénéficie qu'aux autres (Européens et Chinois) aux dépens des États-Unis. L'assujettissement économique des Européens est donc perçu par le 45^e POTUS comme une externalité positive de sa décision envers l'Iran. Pour lui, si sa décision iranienne affaiblit en plus les Européens, c'est tant mieux.

La Vigie est une lettre disponible sur www.lettrevigie.com. Si vous appréciez son contenu, n'hésitez pas à la soutenir en vous abonnant !

L'épreuve de vérité européenne

La réaction européenne est évidemment très gênée. Un peu comme le bourgeois qui se fait dépouiller au coin de la rue par un voyou, elle trouve ce choix très « mal élevé ». Son éducation policée l'empêchera de dire que *Washington est devenu le principal État voyou de la planète*.

Les discours portent sur deux éléments : la sauvegarde de l'accord et la réponse aux sanctions. L'UE veut sauver le PAGC avalisé par une résolution de l'ONU, alors que l'AIEA (agence de l'ONU) a sans cesse confirmé que l'Iran respectait ses obligations. De plus outre la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, l'UE est co-signatrice de l'accord (avec Russie et Chine). Les trois dirigeants ont prononcé de fermes déclarations en ce sens. Les Européens affirment vouloir respecter l'accord tant que les Iraniens le respecteront. Mais simultanément, M. Macron annonce vouloir négocier un autre accord sur la question des missiles, pour améliorer le PAGC. *Cette posture, supposée habile, revient à confirmer aux Américains que l'accord est mauvais : c'est maladroit*. Toutefois, la pierre de touche du PAGC reste la levée des sanctions.

Or, les grandes entreprises européennes ne prennent de décisions qu'à l'aune des risques encourus. Entre des sanctions américaines qui peuvent atteindre des montants énormes, le marché américain où elles ont des intérêts et les promesses du marché iranien, elles ont vite fait leur choix. Total a donc annoncé très vite vouloir se retirer du projet gazier de South Pars, sauf dérogation particulière.

Cela renvoie à la question des sanctions. *Or, l'UE structurellement atlantiste, est placée là devant l'épreuve de vérité, celle du choix entre confrontation et soumission*. Mais elle n'est pas au mieux pour choisir la fermeté : entre la Pologne obsédée par la Russie, l'Italie déchirée, la Grande-Bretagne sortante et l'Espagne entravée par la question catalane, il ne reste guère que la France et le Bénélux à vouloir riposter. *L'Allemagne, structurellement pro-américaine, voudra transiger, conformément au tropisme de M. Merkel : ce n'est qu'un mauvais moment à passer, il va bien finir par partir*.

Mais il est probable que le nouveau cours stratégique américain perdure, même si D. Trump n'est pas réélu. Les Américains ont compris que leur puissance militaire ne

suffisait plus et qu'il fallait utiliser d'autres moyens de pression : hydrocarbures de schiste, pétrodollars, guerre du droit, espionnage numérique *constituent les nouvelles armes de l'Amérique dans sa guerre contre tous, donc contre nous*.

L'UE annonce vouloir réactiver un décret de 1996 qui servirait de loi de blocage aux sanctions. Certains estiment que la Banque européenne d'investissement pourrait garantir des activités en Iran. Mais on précise aussi qu'il n'y aura pas de sanctions contre les entreprises américaines, car « il ne faut pas de guerre commerciale ». La décision de régler les factures pétrolières en euro, refusant la domination du pétrodollar, n'est suggérée par personne. Est-on bien sûr que tout cela pourrait « impressionner Trump », comme semblent l'espérer certains diplomates ?

Les optimistes y verront la première marche d'une prise de conscience qui conduirait à l'autonomie stratégique. Les pessimistes l'éternel accommodement hypnotique de l'UE, inéluctablement à la remorque des États-Unis, quoi qu'ils fassent y compris contre leurs intérêts manifestes. *En stratégie, les pessimistes ont souvent raison*.



Impossible régulation nucléaire

Le retrait américain de l'accord iranien de 2015 a donc eu lieu comme promis, tout comme le transfert de l'ambassade à Jérusalem, le retrait de l'Accord de Paris sur le climat, l'extraterritorialité judiciaire généralisée, la guerre commerciale avec Chine et Europe... **Le temps des shérifs et des caïds est revenu ; il est censé répondre à celui des braconniers et des forbans dans le terrain vague stratégique actuel (LV 84).** Cela soulève bien des problèmes et rebat bien des cartes, on l'a vu. Le fait le plus inquiétant est sans doute d'avoir fait lever **des vents contraires en matière de régulation nucléaire.** Concentrons-nous sur ce dossier difficile, emblématique des décennies précédentes. Gardons notre sang froid dans le brouhaha actuel, marque d'inquiétude collective mais espace de manœuvre de puissants lobbies et dérégulateur majeur de l'ordre de Yalta.

L'aventure nucléaire moderne

La trajectoire nucléaire démarrée au début du XX^e siècle par la recherche scientifique a viré au cauchemar collectif stratégique. L'émulation savante visant à explorer la structure de la matière et la libération

contrôlée de ses forces s'est d'abord muée en projet guerrier allié qui a sidéré le Japon impérial, le contraignant à la capitulation. Elle s'est ensuite transformée en vaste compétition stratégique entre Grands avec la prolifération verticale par accumulation d'armes de plus en plus puissantes.

Le pat stratégique qui en résulta a ouvert un canal de négociations entre les deux systèmes antagonistes. Le TNP de 1968 fit partie de l'effort de régulation qui se développa alors. De la bataille nucléaire assumée, on était passé à la dissuasion stratégique, de celle-ci à la limitation des armements puis à une forme de détente après Helsinki en 1975. À cette fin la Conférence sur le désarmement siégea sans désespérer à Genève. C'était la Guerre froide régulée par un monde bipolaire dont les « forces tierces » (Royaume-Uni et France) perturbaient les jeux et dont la Chine, forte de sa masse, restait en retrait.

Après la Guerre froide, il fallut gérer les capacités atomiques des États héritiers de l'URSS et éviter la prolifération des matières sensibles, des armes résiduelles et des savoirs scientifiques et techniques. L'Assemblée Générale des Nations Unies, par une résolution de 1992, qualifia la

prolifération nucléaire de *menace à la paix et à la sécurité internationale*, justiciable du chapitre VII de la Charte et de l'action coercitive collective. On insista sur les « garanties de sécurité » offertes à ceux qui acceptaient le régime des contrôles de l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique ; on entreprit grâce au traité d'interdiction complet (TICE) de mettre fin aux essais nucléaires. On inventa le concept d'armes de destruction massive (ADM), mélangeant allègrement chimique, biologique, radiologique et nucléaire puis y adjoignant le contrôle des vecteurs balistiques de délivrance des armes (MTCR). On ramena à la raison des pays tentés de sanctuariser leurs régimes par l'arme atomique (Afrique du Sud) , soucieux de sécurité (Japon, Algérie) ou de puissance (Brésil). La régulation nucléaire promue par les puissances du Conseil de Sécurité fonctionna assez bien 40 ans.

La dérégulation nucléaire

Pourtant bien des pays doutèrent des garanties de sécurité du P5. Les entreprises militaires conduites à son instigation dans les Balkans (contre la Serbie), au Levant (Iran, Irak, Syrie) et en Afrique du Nord (Libye) convainquirent les États singuliers,

retors ou fragiles de chercher sérieusement à se mettre à l'abri.

Simultanément le régime des deux poids et deux mesures se consolidait avec le non-respect de résolutions du Conseil de sécurité en Palestine, la non-ratification par les États-Unis du TICE, la tolérance accordée à trois contrevenants (Israël grâce à la « dette contractée par la Shoah » ; Inde et Pakistan, du fait de leur divorce critique). **Des programmes masqués mais explicites se développèrent pour approcher le seuil de puissance nucléaire virtuelle**, inspirer le respect et échapper aux *révolutions de couleur* à vertu démocratique. Ce fut le cas de la Corée du Nord et de l'Iran qui furent souvent aidés dans leurs entreprises par des circuits chinois. Ces États dits « voyous » devinrent l'objet de sanctions économiques lourdes et d'attaques variées, dont les attaques cyber et l'assassinat ciblé de scientifiques concernés.

Une nouvelle ère nucléaire commence

Le retrait américain du PAGC, le 8 mai, discrédite les travaux de la communauté internationale sur la prolifération nucléaire. Il disqualifie les efforts du P5+1, comme les expertises techniques de l'AIEA, symbole de la régulation nucléaire établie pendant

la Guerre froide, maintenue et diversifiée après. Il fait monter les enchères en Corée et suggère qu'aucune contrepartie ne compensera la dénucléarisation du Nord. **La supériorité absolue est devenue l'expression absolue du droit américain imprescriptible à la sécurité totale.** Ce mouvement semble irréversible et on ne pourra se contenter comme les Allemands de dire qu'après D. Trump, on se rétablira. Comme les canaux de négociation restent ouverts entre partenaires, le POTUS estime que tous ces retraits préparent des accords plus favorables aux intérêts américains.

Or, D. Trump n'ayant pas renoncé aux rapports de force, ni militaires ni même nucléaires, il faut préparer de nouvelles régulations, avec l'envoi de nouveaux signaux, des alliances à reconcevoir, des enceintes de négociations à imaginer, des compromis à trouver. **La confiance dans la régulation onusienne fondée sur une expertise nucléaire partagée et un sens collectif d'un destin commun a vécu.**

Il va falloir aussi reparler du nucléaire comme source d'énergie et de l'arme nucléaire comme éradicateur de la guerre conventionnelle. Ce n'est pas rien : c'est même un vrai défi collectif.

Un nouveau paradigme nucléaire ?

N'en déplaise aux anti-nucléaires, la structure atomique de la matière n'est pas *intrinsèquement perverse*. Elle constitue même une source inépuisable d'énergie décarbonée, très cohérente avec la maîtrise du changement climatique. Si on veut préserver l'Accord de Paris, il va falloir en traiter sérieusement avec l'Allemagne qui est sortie du nucléaire sans délai après l'émotion de Fukushima et interdit depuis tout vrai front européen. C'est devenu un vrai défi pour la posture stratégique de la France et un enjeu pour la cohérence de sa stratégie industrielle et diplomatique. Derrière cette question, il y a aussi le cordon ombilical nucléaire qui relie via l'Otan la sécurité de l'Allemagne à l'arsenal nucléaire américain.

Mais la question à traiter, c'est bien l'accès de tous à l'électronucléaire sans suspicion.

On ne peut renoncer à cette production énergétique, alternative des énergies fossiles. Le marché du pétrole et du gaz est devenu une des plus grandes sources de conflit sur la planète, principalement au Levant. Depuis que la production des gaz et pétrole de schiste a rendu les États-Unis exportateurs, le cours du baril est le

La Vigie est une lettre disponible sur www.lettrevigie.com. Si vous appréciez son contenu, n'hésitez pas à la soutenir en vous abonnant !

principal indicateur des tensions de la planète. L'insécurité maintenue au Levant en découle. Or l'électronucléaire est facteur de stabilité et régulateur de climat. La France est mieux placée que quiconque pour le défendre. Elle pourrait dans ce domaine y contribuer en ajustant à la baisse sa posture nucléaire stratégique (cf. [LV 55](#)).

Reste la question nucléaire militaire.

Le principal objet de débat doit être le maintien au niveau stratégique des armes atomiques. Or les États-Unis restent toujours tentés par leur emploi tactique (*mininukes*, cf. [LV 88](#)). On sait leur goût pour le bombardement stratégique (cf. Mac Arthur en Corée). Pourtant, la *non usage en premier* est la clé de voute de la régulation nucléaire. Il est crucial et doit le rester.

La prolifération nucléaire n'est pas non plus une fatalité. Chacun peut mesurer les avantages que procure le statut d'État doté (au sens du TNP) ou d'État toléré (les 3 contrevenants). Il faut donc sortir de cette situation instable et normaliser la carte nucléaire de la planète et pour cela démonétiser la possession de l'arme. Un statut temporaire peut être attribué aux « États du seuil » tentés par une réassurance nucléaire militaire dans leur

zone. Il y a plusieurs façons d'y procéder de façon déclaratoire et via des inspections, comme il y a plusieurs façons d'approcher le seuil, le modèle japonais étant sans doute le plus vertueux. Il pourrait tenter d'autres pays. Pour pallier le manque de confiance dans la signature américaine et la fin de sa participation à l'effort multilatéral de régulation de la planète, il faut sans doute explorer d'autres formules plus régionales reprenant les données stratégiques du patchwork nucléaire actuel ([LV 92](#)). Le *multisme* avec ses alternatives est en route.

Mais sans angélisme, constatons que si la dissuasion nucléaire a contribué à la paix et à la sécurité internationale, le désarmement nucléaire n'est pas pour demain. Admettons aussi qu'en rendant la guerre illégale il y a plus de 70 ans (via la Charte de l'ONU) et ingagnable (via l'arme nucléaire imparable), on est entré de facto dans un *cercle vicieux stratégique* dont on connaît les deux enfants bâtards : la recherche de la supériorité absolue dans tous les domaines stratégiques de la guerre (l'armement, la monnaie, l'information, l'action criminelle) et son pendant, le terrorisme aveugle de masse. C'est bien le terrain vague actuel.



La Lorgnette : POPULISME IRAKIEN

Les élections se suivent au Moyen-Orient et elles se ressemblent, tant elles sont « décevantes » pour la « Communauté internationale ». Après le Liban ([LV 94](#)) l'Irak a tenu des élections législatives.

Selon les résultats officiels, la liste de Moqtada Sadr, homme politique chiite allié en la circonstance avec les communistes, dans un mouvement de rejet du système en place et la corruption, emportait 55 sièges sur 250. La liste pro-iranienne obtenait 47 sièges, celle de M. Abadi, premier ministre sortant et soutenu par les Américains, ne gagnait que 42 sièges.

Le système institutionnel est organisé pour éviter qu'un parti arrivé en tête ne prenne tout le pouvoir : cela force aux alliances et nul ne peut dire quelle sera la couleur de la majorité qui sortira finalement des tractations (Kurdes et sunnites vont être courtisés). Là n'est pas l'essentiel. Simplement la situation est très trouble et les influences extérieures ne sont pas aussi fortes qu'on le croit. Surtout, le « populisme » n'existe pas qu'en Europe et le rejet du système s'étend aussi en Orient. Les peuples ont leur mot à dire.